

Agence de Lyon
17 Avenue Condorcet
69100 VILLEURBANNE
Tel 04 78 89 73 88
ctc.lyon@alpes-contrôles.fr

CTC R200/Version 2.3

Mission(s)	
AVISNOTICE_ACCES, AVISNOTICE_SECU, HAND, L (*), LE, SEI (*), VIEL (*)	
Nos références	Date
690C251D (690-C-2025-001W)	14/11/2025

LYON 7E ENS MONOD CONSTRUCTION CRYOMICROSCOPE

RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE N°3



Envoi	ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE LYON - GUERIN Aurélien - LABUSSIÈRE Adrien - PITARD Mélodie	Maître d'ouvrage	aurelien.guerin@ens-lyon.fr / adrien.labussiere@ens-lyon.fr / melodie.pitard@ens-lyon.fr
Copie	CARE ARCHITECTE - LEVALLOIS Laurent - POIRAUD Elsa	Maître d'Oeuvre	lvallois@care-architecte.com / epoiraud@care-architecte.com

Auteur(s): Le chargé d'affaire, Emmanuel ROCHE - Le vérificateur des installations électriques, Jérémy ALLEMAND-BRANDIN
Le chargé d'affaire,
Emmanuel ROCHE

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°2 du 08/10/2025
Motif : Réception G2 PRO et étude faisabilité structure CETIS V9



ACCREDITATION
N° 3-019
Liste des sites et portées
disponibles sur
www.cofrac.fr

Seules certaines prestations d'inspection rapportées dans ce document
sont couvertes par l'accréditation.
Elles sont identifiées par le symbole *.

SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT.....	3
II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	3
III - AUTEURS DU RAPPORT.....	3
IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	3
IV.1 - Désignation des intervenants.....	3
IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération.....	4
IV.3 - Montant prévisionnel des travaux.....	4
IV.4 - Calendrier des travaux.....	4
V - DOCUMENTS EXAMINES.....	5
VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT.....	6
VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	7
VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS.....	9
VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*).....	10
VIII.2 - Solidité des existants.....	12
VIII.3 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant.....	14
VIII.4 - Classement et référentiel.....	18
VIII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*).....	20
VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - type L (*).....	29
VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions- type N (*).....	30
VIII.8 - Sécurité des personnes dans les constructions - type R (*).....	31
VIII.9 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*).....	33

I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°2 du 08/10/2025

Motif : Réception G2 PRO et étude faisabilité structure CETIS V9

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°690-C-2025-001W et qui sont détaillées ci après :

- AVISNOTICE_ACCES - Avis en phase rédaction de notice d'accessibilité
- AVISNOTICE_SECU - Avis en phase rédaction de notice de sécurité
- HAND - Mission relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées
- L - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables (*)
- LE - Mission relative à la solidité des existants
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH (*)
- VIEL - Mission relative à la vérification initiale des installations électriques (*)

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Emmanuel ROCHE

Le vérificateur des installations électriques, Jérémy ALLEMAND-BRANDIN

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

IV.1 - Désignation des intervenants

Maître d'ouvrage

ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE LYON
15 PARVIS RENE DESCARTES
69007 LYON

Maitre d'Oeuvre

CARE ARCHITECTE
79 Rue Jaquard
69004 LYON

BET Fluides

FORTIL
35 AVENUE GENERAL DE GAULLE
69110 SAINTE FOY LES LYON

Economiste
FORTIL
35 AVENUE GENERAL DE GAULLE
69110 SAINTE FOY LES LYON

BET Structure
CETIS
267 RN7
38150 SALAISE SUR SANNE

BET Acoustique
ABC DECIBEL
Téléport 1, bâtiment @2
86962 FUTUROSCOPE CEDEX

IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération

Construction d'un cryomicroscope

Adresse de l'opération :
École Normale Supérieure de Lyon Site Jacques Monod 46 Allée d'Italie 69007 Lyon

IV.3 - Montant prévisionnel des travaux

Indéterminé

IV.4 - Calendrier des travaux

Début des travaux : 0000-00-00
Durée prévisionnelle des travaux : 11 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

V - DOCUMENTS EXAMINES

- Etude de sol - Date : 24/10/2025 - Réception : 13/11/2025

Raport étude G2 PRO réalisée par BET Confluence référence NT2-2503140L V01

- Plans architectes - Date : 17/09/25 - Réception : 24/09/2025

Carnet de plans phase PRO

- Descriptifs - Réception : 24/09/2025

Cahier prescription technique lot CVC

CCTP lot démolition

CCTP lot gros oeuvre

CCTP lot métallerie

CCTP lot Doublage cloison plafond

CCTP lot sol souple

CCTP lot CFA

CCTP lot CFO

tableau de porte

- Plans structures - Réception : 14/11/2025

Documents CETIS

CARNET DE PLAN STRUCTURE DCE

Notice Structure DCE ETUDE CE25-028 ind A en date du 27/10/2025

- Plans fluides - Réception : 24/09/25

Plans éclairage

Plan CFA

Plan SSI ZD

Plan SSI ZS

CCF SSI

Bilan thermoaéraulique Labo et tertiaire

VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

Maître d'ouvrage - ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE LYON

- * Nous avons noté que les cylindre des portes intérieures étaient fournies par la Maitrise d'Ouvrage, ceux ci devront comporter des boutons moletés ou système équivalent côté intérieur.
- * Le plan d'intervention de l'établissement ainsi que les plans d'évacuation du niveau sous sol seront à mettre à jour à l'issue des travaux.

Maitre d'Oeuvre - CARE ARCHITECTE

- * Il conviendra de confirmer que les locaux créés ne réduisent pas les dispositions relatives au désenfumage du parc (obturation de ventilations existantes notamment).

BET Fluides - FORTIL

- * Le réseau d'air soufflé chemine dans le volume du sas d'isolement situé vers le local CTA. Le degré CF2H devra être rétabli pour ce réseau dans la traversée du sas, il nous a été indiqué par le BET fluide la réalisation d'un encoffrement CF2H du réseau dans la traversée du sas mais celui ci n'est pas décrit explicitement au lot plâtrerie et n'est pas représenté sur les plans.
- * Le débit traité par la CTA est supérieur à 10 000m/h, dans ce cas l'article CH38 impose la présence d'un DAD installé en aval du caisson de CTA et à l'origine des circuits de distribution commandant automatiquement l'arrêt du ventilateur et la fermeture d'un registre en métallique situé en aval des filtres. La mise en place d'un DAD non connecté au SSI n'est pas décrite explicitement.

BET Structure - CETIS

- * Radier cuve azote : L'étude G2 PRO indique que la partie de radier située contre le bâtiment existant devra être ancrée à la même profondeur que la fondation existante. Ceci nécessitera donc la réalisation d'un rattrapage en gros béton formant redan et permettant de respecter la règle 3H/2V.

Lot 7 - CVC

- * Des gaines de ventilation pour extraction de solvant sont décrites en PVC. Ces gaines, non classées M0, ne peuvent pas être raccordées aux réseaux raccordés à la CTA.

Lot 8 - CFO, CFA - SSI

- * Classe de réaction au feu Cca-S2, d2, a2 requise pour les canalisations électriques, précision non constatée dans le descriptif du lot électricité.

VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

FONDATIONS

- Fondations superficielles ou semi-profondes - plans d'étude béton armé

OUVRAGES DE STRUCTURES (HORS CHARPENTE)

- Plans d'étude béton armé
- Procès verbal d'essai béton
- Dallages - rapport essai à la plaque (Westergaard Ks, EV2, EV1) - note de calcul si charges lourdes - certificat ACERMI isolant

MENUISERIE - VITRAGE

- Plan d'exécution - élévation - détails liaison gros oeuvre - plan de repérage par façade - coupe sur appui, linteau, tableau - position bouche entrée d'air VMC
- Procès verbal classement A.E.V.
- Certificat CEKAL
- Certificat SNJF du joint d'étanchéité
- Détail appui de baie du gros oeuvre

ELECTRICITE

- Schémas unifilaires des installations électriques
- Documentations constructeurs relatives aux luminaires
- Attestations d'autocontrôle dans le cadre de l'article GE8

SECURITE INCENDIE

Généralités

- Commission de sécurité : avis de la Commission sur dossier
- Attestations d'auto-contrôle (GE8)

Cloisons et plafonds

- Cloisons coupe-feu : PV de résistance au feu 1 heure
- Cloisons coupe-feu : PV de résistance au feu 2 heures
- Gains techniques : PV de résistance au feu 1 heure

Portes

- Portes simple vantail : PV de résistance au feu ½ heure
- Portes doubles vantaux : PV de résistance au feu ½ heure

Aménagements

- Sols souples plastiques : PV de réaction au feu

Chauffage / climatisation / ventilation

- Appareil de Chauffage / Climatisation / Ventilation : PV ou Déclaration de conformité (Marquage CE)
- Canalisation de chauffage (hors canalisation métallique) : PV de réaction au feu
- Calorifuge canalisation chauffage/ECS/climatisation : PV de réaction au feu
- Conduit de ventilation : PV de réaction au feu (sauf acier)
- Calorifugeages ventilation : PV de réaction au feu M1
- Conduit souple de ventilation : PV de réaction au feu
- Centrale de traitement d'air : PV de réaction au feu des calorifuges de la CTA
- Centrale de traitement d'air - filtre : PV de réaction au feu
- Centrale de traitement d'air - DAD : Attestation de marquage NF S 61-961
- Clapets coupe-feu : Déclaration de performance DOP et certificat de conformité CE et rapport de classement

SSI

- Système de Sécurité Incendie : dossier d'identité
- Système de Sécurité Incendie : PV de réception du coordonnateur SSI
- Système de Sécurité Incendie : certificat d'associativité des matériels
- Système de Sécurité Incendie : attestation d'autocontrôles (GE 8)
- Détection incendie : PV d'essais aux foyers types (NF S 61-970)
- Détection incendie : PV d'essais d'efficacité (NF S 61-970)
- Détection incendie : certificat de conformité NF/CE des détecteurs
- Détecteurs Autonomes Déclencheurs : certificat de conformité NF S 61-961
- Alarme incendie : certificat de conformité NF/CE des déclencheurs manuels
- Alarme incendie : certificat de conformité NF/CE des diffuseurs sonores

- Alarme incendie : certificat de conformité NF/CE des diffuseurs visuels (flashes)
- Alarme incendie : PV d'essais fonctionnels

Eclairage

- Eclairage de sécurité : certificat de conformité NF/CE des BAES
- Eclairage : fiches techniques EN 60598 des luminaires

VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)
- Solidité des existants
- Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - type L (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions- type N (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - type R (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

AF	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
AS	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
AD	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
SO	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
PM	POUR MEMOIRE
HM	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.

VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG, marchés publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	CONTEXTE GEOTECHNIQUE		
	Moyens de l'étude géotechnique		
	Mission confiée au géotechnicien	AF	
	Investigations géotechniques in situ ou en laboratoire	AF	
	Contexte géotechnique	AF	
	TERRASSEMENTS	AF	
	DALLAGES	AF	Dallage sur terre plein réalisé sur 30cm de couche de forme dont la portance sera contrôlée.
	FONDATIONS	AF	Fondations superficielles sous murs agglos créés.
	Principe constructif général	AS	Radier cuve azote : L'étude G2 PRO indique que la partie de radier située contre le bâtiment existant devra être ancrée à la même profondeur que la fondation existante. Ceci nécessitera donc la réalisation d'un rattrapage en gros béton formant redan et permettant de respecter la règle 3H/2V.
	SUPERSTRUCTURE / INFRASTRUCTURE EN BETON ET MACONNERIE	AF	
	CHARPENTE METALLIQUE ou MIXTE	SO	
	COUVERTURE / ZINGUERIE	SO	
	TOITURE TERRASSE ETANCHEE	SO	
	MENUISERIE - FAÇADE VITRÉE - VITRAGE	SO	
	GARDE-CORPS	SO	
	ETANCHEITE DE PLANCHERS INTERMEDIAIRES	SO	

VIII.2 - Solidité des existants

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Analyse critique de l'étude géotechnique <ul style="list-style-type: none"> - Sondages visuels sur les fondations des existants - Type de fondation - Charges supplémentaires admissibles - Estimation des tassements sous charges supplémentaires 	AF AF AF	Semelle superficielles
	Ouvrages de structure <ul style="list-style-type: none"> - Compatibilité des ouvrages avec les surcharges apportées aux : <ul style="list-style-type: none"> - Fondations - Porteurs verticaux 	AF AF	Absence de surcharges apportées aux structures : création de porteurs pour CTA en toiture et nouvelles structure créées.
	Façades	SO	
	Clos - couvert (compatibilité avec les ouvrages rapportés)	SO	

VIII.3 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant

o Code de la construction et de l'habitation - articles L161-1 à L164-3, R164-1 à R164-5

Modifiés par

o Décret n°2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le Code de la construction et de l'habitation.

o Décret n°2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le Code de la construction et de l'habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'urbanisme,

o Décret n° 2009-500 du 30 avril 2009 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public et des bâtiments à usage d'habitation,

o Arrêt du conseil d'état n°295382 et n°298315 du 21 juillet 2009.

o Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables

o Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-3 du Code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n°2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public.

o Arrêté du 28 avril 2017 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière dont la gestion et l'entretien sont organisés et assurés de façon permanente, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant, des installations existantes ouvertes au public ainsi que des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction

o Arrêté du 27 février 2019 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public

Commentaire général :

Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis portés à leur sujet sont donc à considérer comme présomptions de respect ou non-respect, établis selon la propre appréciation des dispositions constatées et ne préjugant pas d'interprétations contraires. La responsabilité de la société Bureau Alpes Contrôles sur ces points ne pourra donc pas être engagée.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Code de la construction et de l'habitation Livre I, Titre VI, Chapitre IV - Etablissements recevant du public existants	AF	
R164-1-I	Domaine d'application du présent chapitre	PM	Applicable aux ERP existants ou créés dans un cadre bâti existant et aux installations ouvertes au public existantes
R164-1-II & III	Dispositions applicables ou solutions équivalentes	PM	Arrêté du 08/12/14 modifié –voir articles ci-dessous
R164-2-I	Travaux de modification ou d'extension dans ERP existants ou créés dans cadre bâti existant et IOP existantes : - a) à l'intérieur de volume ou surfaces existantes - b) construction de surfaces ou de volumes nouveaux à l'intérieur d'un cadre bâti existant		Maintien à minima des conditions d'accessibilité existantes Voir R164-1et arrêté du 08/12/14 modifié ci-dessous
R-164-2-II	Obligations pour les ERP existants ou créés dans cadre bâti existant, autres que ceux de 5ème catégorie : Obligation de mise en accessibilité selon R111-19-7 III Travaux d'accessibilité en cours à la date de parution de l'arrêté du 08/12/14 (JO du 13/12/14) Modifications ou renouvellement d'équipements		Arrêté du 08/12/14 modifié Application des articles 2 à 19 de l'arrêté du 01/08/06 avec possibilités de modalités particulières d'application selon les articles 3 à 11 de l'arrêté du 21 mars 2007 Arrêté du 08/12/14 modifié
R-164-2-III	Obligations pour les ERP existants ou créés dans un cadre bâti de 5ème catégorie et IOP existantes Obligation de fournir l'ensemble des prestations en vue desquelles l'établissement ou l'installation est conçu Modifications dans des parties de bâtiments accessibles Modifications dans des parties non accessibles aux usagers fauteuils roulants (UFR)		Application Arrêté du 08/12/14 modifié Application Arrêté du 08/12/14 modifié Application Arrêté du 08/12/14 modifié limité aux autres handicaps
R-164-2-IV	Application particulière : Réseaux souterrains de transports ferroviaires et de transports guidés	PM	Concerne le Maître d'ouvrage
R-164-3-I	Dérogation en cas de : impossibilité technique contraintes liées au patrimoine architectural disproportion manifeste Coût ou nature des travaux Rupture chaîne du déplacement refus des copropriétaires		Seuils financiers définis par arrêté à paraître
R-164-3-II	Etablissement remplissant une mission de service public : mesure de substitution obligatoire		
R-164-3-III	Modalités de dépôt et justifications à produire	HM	Selon arrêté à paraître
Art. R164-4	I- Conditions techniques d'application des articles R164-1 à R164-3 définies par arrêté II- Caractéristiques spécifiques pour certains établissements (Enceintes sportives ; Etablissements avec prestation visuelle ou sonore)	PM PM	Voir Arrêté du 08/12/14 modifié Arrêtés non parus
Art. R164-5	Règles particulières à certains établissements (Etablissements pénitentiaires ; militaires ; Centres de rétention administrative et locaux de garde à vue ; Chapiteaux tentes et structures gonflables ou non ; Etablissements flottants)	PM	Etablissements pénitentiaires : Arrêté du 29/12/2016 Autres établissements : Arrêté non paru
	Arrête du 08/12/2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-4 du Code de la construction et de l'habitation.		
Art. 1	Les dispositions architecturales et les aménagements propres à assurer l'accessibilité des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes, avec ou sans travaux, satisfont aux obligations définies aux articles 2 à 19 Des solutions d'effet équivalent peuvent être mises en oeuvre Conditions de dépôt et d'obtention d'une solution d'effet équivalent Dispositions des articles 5 à 19 concernant : - les espaces de manoeuvre avec possibilité de demi-tour - les espace de manoeuvre de porte - les espace d'usage des équipements - la distance minimale entre la poignée de porte et l'angle rentrant Ne s'appliquent pas dans les étages et niveaux non accessibles aux fauteuils roulants	PM PM	A la charge du MOA

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 2	Dispositions relatives aux cheminements extérieurs	HM	Non modifié.
Art. 3	Dispositions relatives au stationnement automobile	HM	Pas de places PMR supprimées dans le parc existant à notre connaissance.
Art.4	Dispositions relatives aux accès à l'établissement ou l'installation	HM	
Art. 5	Dispositions relatives à l'accueil du public	HM	
Art. 6	Dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales	HM	Non modifié pour les circulations accessibles au public.
Art. 7	Dispositions relatives aux circulations intérieures verticales	HM	Circulations verticales accessibles au public non modifiées.
Art.8	Dispositions relatives aux tapis roulants, escaliers mécaniques et plans inclinés	HM	
Art.9	Dispositions relatives aux revêtements des sols, murs et plafonds des parties communes	HM	zone inaccessible au public.
Art.10	Dispositions relatives aux portes, portiques et sas	HM	zone inaccessible au public.
Art. 11	Dispositions relatives aux locaux ouverts au public, aux équipements et dispositifs de commande.	HM	zone inaccessible au public.
Art. 12	Dispositions relatives aux sanitaires	HM	
Art. 13	Dispositions relatives aux sorties	HM	
Art. 14	Dispositions relatives à l'éclairage	HM	
Art. 15	Dispositions supplémentaires applicables à certains types d'établissement	PM	Article 16 à 19
Art 16	Dispositions supplémentaires relatives aux établissements recevant du public assis	HM	
Art. 17	Dispositions supplémentaires relatives aux établissements comportant des locaux d'hébergement	HM	Etablissements d'hébergements hôteliers, hôpitaux, internats, maisons de retraite...

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 18	Dispositions supplémentaires relatives aux cabines et espaces à usage individuel	HM	
Art. 19	Dispositions supplémentaires relatives aux caisses de paiement et aux dispositifs disposés en batterie ou en série	HM	
Art. 20	Sous-titrage en français	HM	
Art. 21	Abrogation de l'arrêté du 21/03/2007	PM	
Art. 22	Date d'application : 1er janvier 2015	PM	
Art. 23	Publication au journal officiel	PM	

VIII.4 - Classement et référentiel

Présentation de l'établissement :

ENS Lyon site Monod

Description sommaire des installations :

SSI A
CTA Q>10 000m/h
Désenfumage naturel existant pour le parking
Cellules de moins de 300m² pour les locaux créés.
Extincteurs
Service de sécurité incendie présent sur le site.

Date d'application du référentiel réglementaire : 20/06/2025

Classement :

Nouvel effectif de l'établissement non communiqué.

ERP 1ere categorie de type R, L, N

PV de commission de sécurité justifiant le classement :

PV N°2023-000615 en date du 21/03/2023

Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Article L143-2 ; R143-1 à R143-47.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.

Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :

L'avis de la commission de sécurité sur la demande d'autorisation de travaux ne nous a pas été communiqué.

Autres prescriptions particulières :

Sans objet.

VIII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Livre Premier Dispositions Applicables à Tous les Etablissements Recevant du Public Section I - Classement des Etablissements GN 1 Classement des établissements. GN 2 Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux. GN 3 Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux. Section II - Adaptation des Règles de Sécurité et Cas Particuliers d'application du Règlement GN 4 Procédure d'adaptation des règles de sécurité. GN 5 Etablissement comportant des locaux de types différents. GN 6 Utilisations exceptionnelles des locaux. GN 7 Etablissements situés dans les immeubles de grande hauteur. GN 8 Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrés lors de l'évacuation. GN 9 Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants. GN 10 Application du règlement aux établissements existants. Section III - Contrôle des Etablissements GN 11 Notification des décisions. GN 12 Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction. Section IV - Travaux GN 13 Travaux dangereux. Section V - Normalisation GN 14 Conformité aux normes - Essais de laboratoires. GN 14 Matériels des dispositions générales, désenfumage, moyens de secours hors SSI GN 14 Matériels du SSI GN 14 Matériels électriques GN 14 Matériels de chauffage, ventilation, gaz, cuisson GN 14 Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants. Section VI - Structures provisoires et démontables GN 15 Réglementation applicable aux structures provisoires et démontables Livre II Dispositions Applicables aux Etablissements des Quatre premières Catégories Titre Premier Dispositions Générales		Arrêté du 25/06/1980 modifié par l'arrêté du 28/06/2024 et précédents Cf « Classement et référentiel » A respecter par l'exploitant. A respecter par l'exploitant. AF AF AF AF HM HM

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Chapitre Premier - Généralités		
GE 1	Objet.	PM	
	Section I - Contrôle des Etablissements		
GE 2	Dossier de sécurité.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
GE 3	Visite de réception.	HM	A la charge de l'exploitant.
GE 4	Visites périodiques.	HM	A la charge de la commission de sécurité.
GE 5	Avis relatif au contrôle de la sécurité.	HM	A la charge de l'exploitant.
	Section II - Vérifications Techniques		
GE 6	Généralités.	PM	
	Sous-section 1 – Vérifications techniques assurées par des organismes agréés par le ministre de l'intérieur		
GE 7	Conditions d'applications.	AF	Vérifications effectuées conformément à GE8 par la société Bureau Alpes Contrôles.
GE 8	Types de vérifications.	AF	
GE 9	Rapports de vérifications.	AF	Etablis selon GE9 et remis après vérifications.
	Sous-section 2 – Vérifications techniques pouvant être assurées par des techniciens compétents		
GE 10	Obligations des techniciens compétents lors des vérifications.	PM	
	Chapitre II - Construction		
CO 1 - CO 5	Section I - Conception et Desserte des Bâtiments	HM	Existant et non modifié.
	Section II - Isolement par Rapport aux Tiers		
CO 6	Objet.	PM	Parc de stationnement traité comme un tiers.
CO 7	Isolement latéral entre un établissement recevant du public et les tiers contigus.	AF	
CO 8	Isolement entre un établissement recevant du public et les bâtiments situés en vis-à-vis.	SO	
CO 9	Isolement dans un même bâtiment entre un établissement recevant du public et un tiers superposés.	AF	
CO 10	Franchissement des parois verticales d'isolement ou aires libres d'isolement.	SO	
	Section III - Résistance au Feu des Structures		
CO 11	Généralités.	PM	
CO 12	Résistance au feu des structures et planchers d'un bâtiment occupé en totalité ou partiellement par l'établissement recevant du public - Règles générales.	AF	Mur agglos construit CF2H
CO 13	Cas particuliers de résistance au feu de certains éléments de structure.	HM	
CO 14	Cas particuliers des bâtiments en rez-de-chaussée.	HM	
CO 15	Cas particuliers de certains bâtiments à trois niveaux au plus.	HM	
CO 16 - CO 18	Section IV - Couvertures	HM	Existant et non modifié.
CO 19 - CO 22	Section V - Façades	HM	Existant et non modifié.
	Section VI - Distribution Intérieure et Compartimentage		
CO 23	Généralités.	PM	
CO 24	Caractéristiques des parois verticales et des portes (cloisonnement traditionnel et secteur).	AF	Existence de cellules de moins de 300m² isolées entre elles par des parois CF1H et porte PF1/2H au sein des locaux créés.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
CO 25	Compartiments.	HM	Locaux : local DASRI, LT Glacios, local stockage.
CO 26	Recoupement des vides.	AF	
Section VII - Locaux non accessibles au public, Locaux à Risques Particuliers			
CO 27	Classement des locaux en fonction de leurs risques.	PM	
CO 28	Locaux à risques particuliers.	AF	
CO 29	Locaux à risques courants et logements du personnel.	HM	
Section VIII - Conduits et Gaines			
CO 30	Généralités.	PM	
CO 31	Conduits traversant, prenant naissance ou aboutissant dans un local à risques courants ou moyens accessibles ou non au public.	AF	
CO 32	Conduits traversant, prenant naissance ou aboutissant dans un local à risques importants.	HM	
CO 33	Vide-ordures et monte-charge.	HM	
Section IX - Dégagements			
Sous-section 1 - Dispositions générales			
CO 34	Terminologie.	PM	
CO 35	Conception des dégagements.	AF	
CO 36	Unité de passage, largeur de passage.	AF	
CO 37	Saillies et dépôts.	AF	
CO 38	Calcul des dégagements.	PM	Effectif défini dans la notice de sécurité. voir observation ci dessus.
CO 39	Calcul des dégagements des locaux recevant du public installés en sous-sol.	AS	
CO 40	Enfouissement maximal.	AF	
CO 41	Dégagements accessoires et supplémentaires.	AF	
CO 42	Balisage des dégagements.	AF	
Sous-section 2 - Sorties			
CO 43	Répartition des sorties, distances maximales à parcourir.	AF	
CO 44	Caractéristiques des blocs-portes.	AF	
CO 45	Manoeuvre des portes.	AS	Nous avons noté que les cylindre des portes intérieures étaient fournie par la Maitrise d'Ouvrage, ceux ci devront comporter des boutons moletés ou système équivalent côté intérieur.
CO 46	Portes des sorties de secours.		
CO 46§1	Manoeuvre des portes.	AS	voir observation ci dessus.
CO 46§2	Verrouillage des portes.	AF	
CO 46§3	Dispositifs de dissuasion.	HM	
CO 47	Portes à fermeture automatique.	HM	
CO 48	Portes de types spéciaux.	HM	
Sous-section 3 - Escaliers			
CO 49	Répartition des escaliers et distances maximales à parcourir.	AF	
CO 50	Conception des escaliers.	AF	
CO 51	Sécurité d'utilisation des escaliers.	AF	
CO 52	Protection des escaliers et des ascenseurs.	AF	
CO 53	Escaliers et ascenseurs encloisonnés.		
CO 53§1	Cages d'escaliers et d'ascenseurs encloisonnés.	AF	
CO 53§1	Nécessité de désenfumage ou ventilation forcée en gaine d'ascenseur	HM	
CO 53§1	Ventilation par convection forcée	HM	
CO 53§1	Désenfumage de gaine	HM	
CO 53§1	Commande de désenfumage de gaine	HM	
CO53§2	Parois d'encloisonnement.	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
CO53§3	Accès aux escaliers enclôsonnés.	AS	voir observation ci dessus.
CO53§4	Absence de conduits à risque	AF	
CO53§4	Absence de conduits électriques étrangers	SO	
CO53§4	Absence d'accès à des locaux annexes.	AF	
CO 54	Escaliers et ascenseurs à l'air libre.	HM	
CO 55	Escaliers droits.	HM	
CO 56	Escaliers tournants.	AF	
CO 57 - CO 60	Sous-section 4 – Espaces d'attente sécurisés	HM	
CO 61 - CO 61 §7	Section X - Tribunes	HM	
AM 1 - AM 20	Chapitre III - Aménagements intérieurs, décoration et mobilier	HM	Absence de locaux accessibles au public sur le projet.
DF 1 - DF 10	Chapitre IV - Désenfumage	HM	Absence de désenfumage sur le projet : pas de circulation accessible et locaux de surface inférieure à 100m² .
	Chapitre V - Chauffage, ventilation, réfrigération, climatisation, conditionnement d'air et installation d'eau chaude sanitaire		
	Section I - Généralités		
CH 1	Objectif et domaine d'application.	PM	
CH 2§1	Règles applicables aux appareils	PM	
CH 2§2	Règles applicables aux installations	PM	
CH 3	Sources énergétiques autorisées.	HM	
CH 4	Documents à fournir.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
CH 5 - CH12-1 §6	Section II - Implantation des Appareils de Production de Chaleur	HM	Existant non modifié.
CH 13 - CH 17	Section III - Stockage des Combustibles	HM	
CH 18 à CH 22	Section IV - Distribution en Phase Liquide de Butane et de Propane	SO	Section abrogée par arrêté du 14/02/2000.
	Section V - Chauffage à Eau Chaude, à Vapeur et à Air Chaud		
CH 23	Equipped des chaudières.	HM	
CH 24	Production d'air chaud à combustion.	HM	
CH 25	Fluides caloporteurs.	HM	
CH 26 - CH 27	Section VI - Eau Chaude Sanitaire	HM	
	Section VII - Traitement d'Air et Ventilation		
CH 28	Installation de ventilation.	PM	Système de ventilation de confort.
	Sous-section 1 - Ventilation de confort		
CH 29	Température de l'air.	AF	
CH 30		SO	Article abrogé par arrêté du 14/02/2000

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
CH 31 CH 32	Circuit de distribution et de reprise d'air.	SO AS	Article abrogé par arrêté du 14/02/2000 Le réseau d'air soufflé chemine dans le volume du sas d'isolement situé vers le local CTA. Le degré CF2H devra être rétabli pour ce réseau dans la traversée du sas, il nous a été indiqué par le BET fluide la réalisation d'un encoffrement CF2H du réseau dans la traversée du sas mais celui ci n'est pas décrit explicitement au lot plâtrerie et n'est pas représenté sur les plans.
CH 33	Prises et rejets d'air.	AF	Des gaines de ventilation pour extraction de solvant sont décrites en PVC. Ces gaines, non classées M0, ne peuvent pas être raccordées aux réseaux raccordés à la CTA.
CH 34	Dispositifs de sécurité.	AF	
CH 35	Equipements ou installations utilisant des fluides frigorigènes	AF	Groupe froid situé en toiture : circuit d'eau glacé dans le bâtiment.
CH 36	Centrale de traitement d'air.	AF	
CH 37	Batterie de résistance électrique.	HM	
CH 38	Filtres.	AS	Le débit traité par la CTA est supérieur à 10 000m/h, dans ce cas l'article CH38 impose la présence d'un DAD installé en aval du caisson de CTA et à l'origine des circuits de distribution commandant automatiquement l'arrêt du ventilateur et la fermeture d'un registre en métallique situé en aval des filtres. La mise en place d'un DAD non connecté au SSI n'est pas décrite explicitement.
CH 39	Entretien des filtres.	HM	A la charge de l'exploitant.
CH 40	Unités de toiture monoblocs sans combustion	HM	
CH 40	Unités de toiture monoblocs à combustion	HM	
CH 41 - CH 43§4	Sous-section 2 - Ventilation mécanique contrôlée	HM	
CH 44 - CH 56	Section VIII - Appareils Indépendants de Production, Emission de Chaleur	HM	
	Section IX - Entretien et Vérification		
CH 57	Entretien.	HM	A la charge de l'exploitant.
CH 58	Vérifications techniques.	PM	Société Bureau Alpes Contrôles pendant la construction. A respecter en exploitation.
GZ 1 - GZ 30	Chapitre VI - Installations aux gaz combustibles et aux hydrocarbures liquéfiés	HM	Existant non modifié.
	Chapitre VII - Installations électriques		
	Section I - Généralités		
EL 1	Objectifs.	PM	Voir liste des documents à transmettre.
EL 2	Documents à fournir.	AF	
EL 3	Définitions.	PM	
EL 4	Règles générales.		
EL 4§1	Conformité au code du travail et aux normes applicables	AF	
EL 4§2	Cheminement des canalisations étrangères à l'établissement	SO	
EL 4§3	Séparation des circuits desservant les locaux et dégagements public et non public	SO	
EL 4§4	Conditions de poursuite de l'exploitation en cas de défaillance de la source normale	SO	
EL 4§5	Tension de service des équipements dans les locaux et dégagements accessibles au public	AF	
EL 4§6	Installations électriques des locaux à risques particuliers d'incendie	SO	
	Section II – Règles d'Installation		
EL 5	Locaux de service électrique.	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
EL 6	Matériels à haute tension ou contenant des diélectriques susceptibles d'émettre des vapeurs inflammables ou toxiques.	HM	Classe de réaction au feu Cca-S2, d2, a2 requise pour les canalisations électriques, précision non constatée dans le descriptif du lot électricité.
EL 7	Implantation des groupes électrogènes.	HM	
EL 8	Batteries d'accumulateurs et matériels associés (chargeurs, onduleurs).	HM	
EL 9	Tableaux "normaux".	AF	
EL 10	Canalisations des installations "normal-remplacement".	AF	
EL 10§1	Distribution des installations par des canalisations fixes.	AF	
EL 10§2	Câbles et conducteurs de la catégorie Cca-s2, d2, a2.	AS	
EL 10§3	Conformité aux normes des systèmes de conduits, chemins de câbles et goulottes.	AF	
EL 10§4	Obturation des traversées de parois par les canalisations électriques.	AF	
EL 10§5	Matériaux constitutifs du coffrage des canalisations électriques.	AF	
EL 10§6	Cheminement des canalisations d'alimentation de l'établissement	SO	
EL 10§7	Canalisations électriques installées dans des gaines séparées des canalisations de gaz	HM	
EL 11	Appareillages et appareils d'utilisation.	AF	
EL 12 - EL 17	Section III – Installation de Sécurité	HM	
	Section IV – Maintenance, Exploitation et Vérification		
EL 18	Maintenance, exploitation.	HM	A la charge de l'exploitant. Société Bureau Alpes Contrôles pendant la construction. A respecter en exploitation.
EL 19	Vérifications techniques.	PM	
EL 20 - EL 23	Section V - Installations Temporaires	HM	
	Chapitre VIII - Eclairage		
	Section I - Généralité		
EC 1	Objectifs.	PM	
EC 2	Règles générales.	AF	
EC 3	Définitions des différents éclairages.	PM	
EC 4	Documents à fournir.	PM	
EC 5	Appareils d'éclairage.	AF	
	Section II - Eclairage Normal		Conformité NF EN 60-598 requise pour les appareils d'éclairage.
EC 6	Règles de conception et d'installation.	AF	
	Section III - Eclairage de Sécurité		
EC 7	Conception générale.	AF	
EC 8	Fonctions de l'éclairage de sécurité.	PM	
EC 9	Eclairage d'évacuation.	AF	
EC 10	Eclairage d'ambiance ou d'anti-panique.	HM	
EC 11	Conception de l'éclairage de sécurité à source centralisée constituée d'une batterie d'accumulateurs.	HM	
EC 12	Conception de l'éclairage de sécurité par blocs autonomes.	AF	
EC 13	Maintenance et entretien.	HM	
EC 14	Exploitation.	HM	A la charge de l'exploitant Société Bureau Alpes Contrôles pendant la construction. A respecter en exploitation.
EC 15	Vérifications.	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
AS 1 - AS 11	Chapitre IX - Ascenseurs, Escaliers mécaniques et trottoirs roulants	HM	Existant non modifié.
GC 1 - GC 22	Chapitre X - Installation d'appareils de cuisson destinés à la restauration	HM	Existant non modifié.
	Chapitre XI - Moyens de secours contre l'incendie		
	section I - Généralités		
MS 1	Différents moyens de secours.	PM	
MS 2	Dispositions particulières.	PM	
MS 3	Documents à fournir.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
	Section II - Moyens d'Extinction		
MS 4	Différents moyens d'extinction.	PM	
MS 5 - MS 7	Sous-section 1 - Bouches et poteaux d'incendie privés et points d'eau	HM	
MS 8 - MS 13	Sous-section 2 - Branchements et canalisations	HM	
MS 14 - MS 17	Sous-section 3 - Robinets d'incendie armés	HM	
MS 18 - MS 21	Sous-section 4 - Colonnes sèches	HM	
MS 22 - MS 24	Sous-section 5 - Colonnes en charge (dites colonnes humides)	HM	
MS 25 - MS 30	Sous-section 6 - Installations d'extinction automatique ou à commande manuelle	HM	
MS 31 - MS 34	Sous-section 7 - Déversoirs ponctuels	HM	
MS 35 - MS 37	Sous-section 8 - Eléments de construction irrigués	HM	
	Sous-section 9 - Appareils mobiles et moyens divers		
MS 38	Caractéristiques.	PM	
MS 39	Emplacement.	AF	Extincteurs décrits.
MS 40	Moyens divers.	HM	
	Section III - Dispositions visant à faciliter l'action des sapeurs-pompiers		
MS 41	Affichage du plan de l'établissement.	AS	Le plan d'intervention de l'établissement ainsi que les plans d'évacuation du niveau sous sol seront à mettre à jour à l'issue des travaux.
MS 42	Moyens pour faciliter l'action des sapeurs-pompiers.	HM	
MS 43	Tours d'incendie.	HM	
MS 44	Trémies d'attaque.	HM	
	Section IV - Service de Sécurité d'Incendie		
MS 45	Généralités.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 46	Composition et missions du service.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 47	Consignes.	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
MS 48	Formation et qualification du personnel du service de sécurité incendie.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 49	Service assuré par des sapeurs-pompiers.	HM	A la charge des services de sécurité.
MS 50	Poste de sécurité.	HM	
MS 51	Exercices d'instruction.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 52	Présence de l'exploitant.	HM	A respecter par l'exploitant.
section V - Système de Sécurité Incendie (S.S.I)			
MS 53	Objet.	HM	SSI A existant.
MS 54	Zones : terminologie.	PM	
MS 55	Conception des zones.	AF	
Sous-section 1 - Systèmes de détection incendie			
MS 56	Principes généraux.	AF	
MS 57	Contraintes liées au système de détection incendie.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 58	Obligations de l'installateur et de l'exploitant.	AF	
Sous-section 2 - Système de mise en sécurité incendie (S.M.S.I.)			
MS 59	Généralités.	HM	
MS 60	Automatismes.	AF	
Sous-section 3 - Système d'alarme			
MS 61	Terminologie.	PM	
MS 62	Classement.	HM	Alarme existante de type 1
MS 63	Utilisation de l'alarme générale sélective.	SO	
MS 64	Principes généraux d'alarme.	AF	
MS 65	Conditions générales d'installation.	AF	
MS 66	Règles spécifiques applicables aux équipements d'alarme des types 1 et 2.	HM	
MS 67	Conditions d'exploitation.	HM	A respecter par l'exploitant.
Sous-section 4 - Entretien et consignes d'exploitation			
MS 68	Entretien.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 69	Consignes d'exploitation.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 70 - MS71 §8	Section VI - Système d'Alerte	HM	Existant non modifié.
Section VII - Entretien, Vérifications et Contrôles			
MS 72	Entretien et signalisation.	HM	
MS 73	Vérifications techniques.	HM	
MS 74	Contrôles.	HM	Concerne l'exploitant.
MS 75	Autres obligations de l'exploitant.	HM	A respecter par l'exploitant.

VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - type L (*)

Mission sans objet: Locaux avec activité de type L non modifiés.

VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions- type N (*)

Mission sans objet: Locaux avec activité de type L non modifiés.

VIII.8 - Sécurité des personnes dans les constructions - type R (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Chapitre VI - Etablissements du Type R (Etablissements d'enseignement, colonies de vacances)		Arrêté du 04/06/1982 modifié par arrêté du 11/12/2009 et précédents.
	Section I - Généralités		
R1	Etablissements assujettis	PM	
R2	Détermination de l'effectif	PM	Cf « Classement et référentiel »
R3	Conditions particulières d'exploitation	HM	A respecter par l'exploitant.
R4	Parc de stationnement couvert	AF	
R5	Utilisation de produits et de matériels dangereux	HM	
	Section II - Construction		
R6	Conception de la distribution intérieure et stabilité au feu des structures	AF	
R7	Locaux d'enseignement comprenant des installations d'enseignement technique	HM	
R8	Préaux	HM	
R9	Volumes libres intérieurs	HM	
R10	Locaux à risques	AF	Local technique, local stockgae, local DASRI traités en locaux à risque moyen.
R11	Produits dangereux dans les locaux d'enseignement à caractère technique	HM	
R12	Produits dangereux dans les locaux d'enseignement à caractère scientifique ou dans les locaux de recherche		
R12§1	Produits toxiques et liquides inflammables.	HM	
R12§2	Distribution de gaz dits spéciaux	AF	
R12§3	Distribution de liquides inflammables	HM	
	Section III - Dégagements		
R13	Largeur des dégagements	AF	
R14	Dégagements des écoles maternelles, crèches, haltes-garderies et jardins d'enfants	SO	
R15	Escaliers	HM	
R16	Portes	HM	
R17	Portes des sorties de secours	SO	Article abrogé.
	Section IV - Aménagements		
R18	Sièges de la salle polyvalente	SO	Article abrogé
	Section V - Désenfumage		
R19	Domaine d'application		
R19 §1	Classe des locaux	PM	
R19 §2	Exigences de désenfumage	HM	
R19 §3	Désenfumage des locaux par les fenêtres	SO	Locaux créés ou modifiés non accessibles au public.
R19 §4	Désenfumage naturel des circulations	HM	Circulation du sous sol créées inaccessibles au public
R19 §4	Désenfumage mécanique des circulations	HM	Circulation du sous sol créées inaccessibles au public
R19§5	Détection automatique des circulations	HM	
	Section VI - Chauffage, Ventilation		
R20	Règles d'utilisation	PM	
R21	Température des appareils d'émission.	SO	
R22	Ventilation	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R23	Installations pédagogiques	SO	
	Section VII - Installations Electriques		
R24	Appareillage des écoles maternelles	SO	Article abrogé.
R25	Coupure d'urgence	SO	
	Section VIII - Eclairage		
R26	Eclairage normal	SO	Article abrogé.
R27	Eclairage de sécurité	AF	
	Section IX - Cuisines		
R28	Grande cuisine associée à une salle polyvalente	SO	
R29	Cuisines pédagogiques	SO	
	Section X - Moyens de Secours		
R30	Moyens d'extinction	AF	
R31	Système de sécurité incendie, système d'alarme		
R31 §1	- Etablissements avec locaux à sommeil	SO	
R31 §2	- Equipement d'alarme	AF	
R31 §3	- Cas des établissements multi-bâtiments	SO	
R32	Système d'alerte	HM	Existant non modifié.
R33	Exercices d'évacuation	HM	A respecter par l'exploitant.

VIII.9 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

REGLEMENTATIONS AUTRES QUE L'ARRETE

DU 25 JUIN 1980

ET L'ARRETE DU 22 JUIN 1990

applicables aux établissements recevant du public

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps et éléments de protection ;
- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
- Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques ;
- Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
- Articles R.4214-7, R.4218-8, R.4224-9, R.4224-110, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
- Article R.4214-20 et R.4214-21 relatif aux quais de chargement ;
- Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R 4216-16 et R 4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
- Arrêté du 23/06/1978 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 21/03/1968 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
- Arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes
- Arrêté du 30/07/1979 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Arrêté du 22/10/1969 relatif aux conduits de fumée ;
- Articles R144-2 et R142-3 du Code de la construction et de l'habitation Art 2,3 et 6 de l'arrêté du 05/02/2013 relatifs à l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (dont logements de fonction) ;
- Décrets des 02/04/1926, 18/01/1943 et 13/12/1999 relatifs aux appareils sous pression de gaz et vapeur.
- Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants ;

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
NF P01-012 - 1988 - NF E85-015	Sécurité des occupants		
	Implantation et caractéristiques des garde-corps	SO	Absence de garde corps créé ou modifié.
	CODE DU TRAVAIL		Code du travail modifié par décret du 2011-1461 du 7 novembre 2011 et précédents.
	Livre II		
	Titre I		
	Chapitre IV		
	SECURITE DES LIEUX DE TRAVAIL		
	Section I Caractéristiques des bâtiments		
	R4214-5 Les ouvrants en élévation ou en toiture	HM	
	R4214-6 Parois transparentes ou translucides	AF	
R4214-7	Dimensions et caractéristiques des portes et des portails - Application des articles R4224-9 à 13	HM	
R4224-9	Portes et portails en va-et-vient sont transparents ou possèdent des panneaux transparents	HM	
R4224-10	Protection contre les heurts pour parties vitrées	HM	
R4224-11	Système de sécurité sur portes et portails : coulissants les empêchant de sortir de leur rail et de tomber s'ouvrant vers le haut les empêchant de retomber	HM	
R4224-12	Contrôle régulier des portes et portails	HM	
R4224-13	Fonctionnement des portes et portails sans risque pour les travailleurs- application arrêté du 21/12/93		
R4214-8	Dispositifs de sécurité des portes et des portails	HM	
R4214-9 - R4214-17	Section 2 Voies de circulation et accès	HM	
	Section 3 : Quais et rampes de déchargement		
R4214-18	Application des articles R4214-9 à R4214-12 aux quais extérieurs	HM	
R4214-19	Prise en compte des dimensions des charges transportées	HM	
R4214-20	Nombre et implantation des issues	HM	
R4214-21	Rampes et quais disposés et aménagés de manière à éviter les risques de chute	HM	
R4214-22 à 25	Section 4 : Aménagement des lieux et postes de travail	HM	
R4214-26 à 28	Section 5 : Accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés	HM	Voir mission spécifique

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Chapitre V		
	CHAPITRE VI Risques d'incendies et d'explosions et évacuation		
	Section 1 Dispositions générales		
R4216-1	Etablissements visés par la présente section	PM	
R4216-2	Dispositions générales : Evacuation, accès des secours, limitation propagation	AF	(Décret n°2011-1461 du 07/11/2011)
R4216-2.1	Espaces d'attente sécurisés ou espaces équivalents pour évacuation différée	HM	
R4216-2.2	Caractéristiques des espaces équivalents	HM	
R4216-2.3	Exemption des espaces d'attente sécurisés ou de locaux équivalents	HM	
R4216-3	Isolement des Tiers	HM	
R4216-4	Détermination de l'effectif	PM	Effectif défini dans la notice de sécurité.
	Section 2 Dégagements		
R4216-5	Largeur des dégagements.	AF	
R4216-6	Application des articles R4227-4 à 14 à l'exception de R4227-5 et R4227-12	AF	
R4227-4	Dispositions générales absence de cul de sac	AF	
R4227-6	Manoeuvre des portes	AS	Nous avons noté que les cylindre des portes intérieures étaient fournie par la Maitrise d'Ouvrage, ceux ci devront comporter des boutons moletés ou système équivalent côté intérieur.
R4227-7	Portes coulissantes, à tambour et s'ouvrant vers le haut	HM	
R4227-8	Ascenseurs, monte-charge, chemins et tapis roulants non comptabilisés dans les dégagements	HM	
R4227-9	Conception escaliers	AF	
R4227-10	Sécurité d'utilisation des escaliers	AF	
R4227-11	Dissociation escaliers Etages / sous-sols	AF	
R4227-13	Signalisation des issues	AF	
R4227-14	Eclairage de sécurité	AF	
R4216-7	Saillies et dépôts	AF	
R4216-8	Nombre et largeur exigible des dégagements	AF	
R4216-9	Dégagements des locaux situés en sous-sol.	AF	
R4216-10	Locaux situés à plus de 6 m en dessous du niveau moyen des seuils d'évacuation	SO	
R4216-11	Distances maximales des itinéraires de dégagements	AF	
R4216-12	Dispositions relatives aux escaliers	AF	
R4216-13 - R4216-16	Section 3 Désenfumage	HM	Absence de locaux de plus de 100m² créés.
	Section 4 Chauffage des Locaux		
R4216-17	Application des articles R4227-16 et R4227-18 à 20 et réglementation particulière : Installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude Installations de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquéfiés Stockage et utilisation des produits pétroliers	AF	
R4227-16	Combustibles liquides	HM	
R4227-18	Installations des appareils	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4227-19	Alimentation des appareils	HM	
R4227-20	Arrêt d'urgence de l'alimentation en énergie	HM	
R4216-18	Règles propres aux bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public applicables « s'il y a lieu ». Dispositions prises pour ne pas aggraver les risques inhérents aux activités du bâtiment	HM	
R4216-19	Générateurs d'air chaud et conduits de distribution	HM	
R4216-20	Usage de la brasure tendre	HM	
R4216-21-1 - R4216-23	Section 5 Stockage ou Manipulation de matières inflammables	HM	
	Section 6 - Bâtiments dont le plancher bas du dernier étage est situé à plus de 8 mètres du sol		
R4216-24	Dispositions complémentaires prenant en compte l'augmentation des risques en cas de sinistre : (Stabilité au feu structure ; Isolement des Tiers)	PM	
R4216-25	Accès aux façades	HM	
R4216-26	Protection des escaliers	AF	
R4216-27	Dispositions pour la distribution intérieure et aménagements intérieurs	AF	
R4216-28	Prise en compte de la classification des matériaux et des éléments de construction dans les prescriptions de l'article précédent	AF	
R4216-29	Voir arrêté pour modalités d'application	PM	
	Section 7 - Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie		
R4216-30	Application des articles R4227-28 à R4227-41		
R4227-28	Responsabilité employeur	PM	
R4227-29	Extincteurs	AF	
R4227-30	RIA, colonne sèche, colonne humide, installation fixe d'extinction automatique, installation de détection automatique si nécessaire	HM	
R4227-31	Accès et manipulation faciles	HM	
R4227-32	Bac avec sable ou terre meuble selon nécessité	HM	
R4227-33	Signalisation des moyens d'extinction	HM	
R4227-34	Système d'alarme sonore si plus de 50 personnes ou établissements avec manipulation ou mise en oeuvre de matières inflammables (R4227-22)	AF	
R4227-35	Diffusion par bâtiment si les bâtiments sont isolés entre eux	HM	
R4227-36	Caractéristiques de l'alarme sonore (Audibilité, durée de 5 mn, pas de confusion avec autre signal sonore)	HM	
R4227-37	Règles d'implantation des consignes de sécurité	HM	
R4227-38	Contenu des consignes de sécurité	HM	
R4227-39	Essais et visites périodiques (Tous les 6 mois au moins)	HM	A la charge de l'employeur
R4227-40	Transmission consigne de sécurité à l'inspection du travail	HM	
R4227-41	Arrêtés spécifiques	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Section 8 – Prévention des explosions		
R4216-31	Dispositions relatives à la prévention des explosions	HM	
	Section 9 – Dispenses de l'autorité administrative		
R4216-32	Modalités pour obtention de dispenses	PM	
R4216-33	Enquête de l'inspecteur du travail	PM	
R4216-34	Délai de réponse suite à recours	PM	
	Arrêté du 5 Août 1992		
	Section I - Dispositions applicables aux bâtiments dont le plancher bas du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol		
Art. 1	Généralités.	PM	
Art. 2	Référence à la classification des matériaux et des éléments de construction.	AF	
Art. 3	Accessibilité des bâtiments.	HM	
Art.4	Isolement latéral et prescriptions relatives aux couvertures.	HM	
Art.5	Plancher sur vide sanitaire non aménageable.	HM	
Art.6	Cloisonnement traditionnel. Compartiments. Locaux à risques particuliers.	AF	
Art. 7	Recoupement des combles inaccessibles. Gaines et conduits.	AF	
Art.8	Escaliers et ascenseurs enclouonnés Escaliers et ascenseurs à l'air libre	AF	
Art. 9	Revêtements muraux des locaux et dégagements Plafonds et plafonds suspendus des locaux et dégagements Parties translucides et transparentes incorporées dans les plafonds Revêtements de sol Revêtements des escaliers enclouonnés Revêtements en matériaux isolants Eléments de décoration Tentures, portières, rideaux, voilages Gros mobiliers, agencement principal, plancher légers en superstructure	AF	
Art.10 - Art.15	Section II - Dispositions relatives au désenfumage et aux cantons de désenfumage de certains locaux ou dégagements de bâtiments destinés à l'activité des établissements mentionnés aux articles R4227-1 & 2 du Code du travail	HM	Absence de locaux de plus de 100m² et escalier ouvert au niveau RDC.
Arrêté du 22/10/1969	Conduits de Fumée Conduits de fumée desservant les logements.		
Arrêté du 21/12/1993	PORTES ET PORTAILS AUTOMATIQUES ET SEMI-AUTOMATIQUES SUR LES LIEUX DE TRAVAIL		
Art. 8 à Art. 10	Section 4 - Maintenance et vérifications Ventilation parc de stationnement code du travail	PM AS	 Il conviendra de confirmer que les locaux créés ne réduisent pas les dispositions relatives au désenfumage du parc (obturation de ventilations existantes notamment).